

**FORMAT DE COLLECTE DES DONNEES DE DIAGNOSTIC  
UNICEF**

**1. Par rapport au questionnaire**

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
État de développement du système national de S&E des politiques publiques	<b>QE1.</b> Existe-t-il une Instance nationale de coordination du S&E des politiques publiques ? A quel niveau est-elle instituée (Présidence de la République – Parlement – Primature – Ministère de l'Économie, Plan et Finances) ?	Oui. Il est institué au niveau du Ministère de l'Économie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale (MEPDCI)
	<b>QE2.</b> Comment la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques publiques sont-ils intégrés ?	La planification et le suivi-évaluation des politiques publiques ne sont pas intégrés avec la budgétisation. Cependant, il est évident dans le cadre des programmes de coopération des PTF.
	<b>QE3.</b> Existe-t-il des revues sectorielles périodiques ? Sous quel délai	Oui. Il y a des revues Annuelles, à mi-parcours et finale
	<b>QE4.</b> Les données et résultats du S&E des politiques publiques sont-elles systématiquement publiées ?	Non.
	<b>QE5.</b> La démarche de S&E des politiques publiques est-elle ouverte aux parties prenantes (Comités pluralistes, consultations préalables...) ?	Oui.
Niveau d'institutionnalisation du S&E dans l'ensemble des politiques publiques	<b>Cadre juridique et organisationnel du S&amp;E des politiques publiques</b>	
	<b>QE6.</b> Existe-t-il dans les textes juridiques (législatifs, réglementaires) des dispositions relatives au S&E des politiques publiques ? Existence de clauses d'évaluation fixées dans la Loi.	
	<b>QE7.</b> Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein de l'exécutif (unités d'évaluation dans chaque ministère) ?	
	<b>QE.8</b> Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein du Parlement ?	
	<b>QE9.</b> Existe-t-il de la pratique d'évaluation au sein de la Cour des comptes ? A l'Inspection Générale de l'État ?	
	<b>QE10.</b> Existe-t-il au niveau national, un dispositif inter-organisationnel cohérent de S&E des politiques publiques ?	
	<b>Cadre opérationnel</b>	
	<b>QE11.</b> Quelle est la part du budget public investi dans l'évaluation des politiques publiques ?	
	<b>QE12.</b> Existe-t-il une programmation annuelle ou pluriannuelle des évaluations des politiques publiques ?	
	<b>QE13.</b> Quel est le Nombre d'appel d'offres publics / an pour les missions d'évaluation des politiques publiques ?	
	<b>QE14.</b> Quel est le Volume d'évaluations ou de méta-évaluations réalisées par an ?	
	<b>QE15.</b> Quel est le Niveau d'éclatement administratif où se pratique l'évaluation des politiques publiques ?	

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
Dispositifs et cadres au niveau national de production des données et résultats de S&E des	<b>Production et diffusion des données et résultats du S&amp;E</b>	
	QE16.Existe-t-il des structures qui produisent des données et résultats de S&E des politiques publiques ?	Aucune idée. Cependant, l'INSEED publie les données des enquêtes qui servent de base aux évaluations en plus du Ministère de l'Éducation Nationale et de Promotion Civique avec des annuaires statistiques
	QE17.Quel est le Volume et l'évolution de la production d'évaluation des politiques publiques au cours des cinq dernières années ?	Aucune idée
	QE18.Existe-t-il des collectes de données évaluatives dans des domaines spécifiques [Santé, Education, Emploi, Agriculture...]? Sont-elles disponibles pour le grand public, les médias, les décideurs, les professionnels ( <i>chercheurs...</i> ) ?	On peut en trouver au niveau de l'INSEED dans les données des enquêtes MICS ET SDS, ECOSIT.... et les annuaires statistiques
	QE19.Existe-t-il des plateformes d'accumulation et de vulgarisation des résultats des évaluations d'impact de politiques publiques ?	Non, au niveau gouvernemental. Cependant, l'Unicef utilise une plateforme globale (EISI)
Rôle du Parlement dans le S&E des politiques publiques	<b>Cadre et mécanismes opérationnels Parlementaires</b>	
	QE21. Existe-t-il des structures au sein du Parlement dédiées à développer la fonction de S&E des politiques publiques ?	
	QE22. Quel est le niveau de demandes régulières d'évaluations des politiques publiques par le Parlement ? Quel est le rôle joué par les Commissions parlementaires à cet effet ?	
	QE23. Comment les résultats du S&E des politiques publiques sont-ils utilisés au Parlement ?	
	QE24.Dans quelle mesure le parlement s'appuie-t-il sur les données des parties prenantes (par exemple, les ONG, les groupes de réflexion, les partenaires du développement) pour orienter la planification, la politique et la prise de décision gouvernementales ?	
Principaux acteurs dans le S&E des politiques	<b>Attributions et rôles</b>	
	QE25.Existe-t-il une cartographie des principaux acteurs du S&E des politiques publiques du pays ?	Oui. Il s'agit d'un rapport de l'état des lieux de l'évaluation au Tchad
	QE26. Le périmètre d'exercice des instances publiques qui revendiquent l'action évaluative des politiques publiques, est-il bien déterminé ? Les rôles et responsabilités bien définis ?	Aucune idée.
	QE27.Quel est le niveau de liens fonctionnels (institutionnels et organisationnels) et des échanges entre acteurs et structures impliqués dans le S&E des politiques publiques ?	Aucune idée.
Utilisation des	<b>Utilisation et influence</b>	
	QE29.Dans quelle mesure le S&E contribuent-ils à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions ?	Dans le cadre des programmes de coopération des PTF, les données suivies et des évaluations informent la planification des nouveaux programmes
	QE30. Existe-t-il des dispositifs légaux, réglementaires, administratifs ou mécanismes	Aucune idée.

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
résultats issus du S&E dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques	institutionnels et organisationnels qui rendent effective l'utilisation des données et résultats du S&E des politiques publiques ?	
	QE31. Existe-t-il une réflexion sur l'utilisation des résultats du S&E dans la décision publique ou les pratiques ?	C'est une pratique au niveau des PTF
	QE32. Existe-t-il des formes d'incitations ou de contraintes à l'utilisation des données et résultats du S&E (par les décideurs, les fonctionnaires, les professionnels) ?	Aucune idée.
Engagement des Organisations de la société civile et les bailleurs de fonds dans le S&E	<b>Organisations de la Société Civile (OSC)</b>	
	QE33. Quel est le degré de participation des OSCs dans les processus nationaux de S&E des politiques publiques ?	C'est à travers l'évaluation de leurs propres programmes
	QE34. Quels sont les mécanismes permettant aux OSCs de partager les résultats du S&E et d'engager le Gouvernement sur les questions de performance des politiques/programmes publics (i.e. Forums, des ateliers, des audiences publiques, etc.) ?	Aucune idée.
	<b>Bailleurs de fonds</b>	
	QE35. Dans quelle mesure les partenaires au développement sont-ils impliqués dans la démarche nationale de S&E des politiques publiques ?	C'est à travers l'évaluation de leurs propres programmes
QE36. Quel est le niveau du processus interactif entre le GVT et ses partenaires au développement dans la démarche évaluative des politiques publiques ?	C'est à travers l'évaluation de leurs propres programmes	

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
État de professionnalisation du S&E des politiques publiques	<b>Degré d'ouverture du milieu administratif aux professionnels en S&amp;E</b>	
	<b>QE37.</b> Existe-t-il des actions de sensibilisation et des formations (initiale et continue) au S&E des politiques publiques pour les cadres de l'administration et les décideurs publics ?	Oui, à travers les formations dans le cadre des programmes de coopération (notamment en Gestion axée sur les résultats)
	<b>QE38.</b> Existe-t-il d'organisations professionnelles d'évaluation et/ou la « communauté des évaluateurs » ?	Oui. Le Réseau Tchadien de Suivi et Evaluation.
	<b>Partenariats entre l'Administration et les professionnels en S&amp;E</b>	
	<b>QE39.</b> Existe-t-il des formes de partenariats entre l'administration et la recherche en S&E des politiques publiques (conventions, conseils scientifiques, chaires, financement de structures.) ?	Aucune idée.
	<b>QE40.</b> Quelles institutions dispensent des formations spécifiques sur le S&E dans le secteur public ? (par exemple, établissements d'enseignement supérieur - universités ; cabinets de conseil). Existe-t-il des cours spécifiques de suivi et d'évaluation proposés par les universités, les cabinets de conseil, etc. ? Existe-t-il des cours spécialement conçus pour le S&E dans le secteur public	Le CEFOD, l'ex GRAAM TC, etc. Oui. Il s'agit de Gestion Axée sur les Résultats (GAR)

## 2. Par rapport à la grille d'entretien

### Questions clés à poser aux parties prenantes, classées par question de diagnostic

Cette partie contient des questions types que les membres de l'équipe de diagnostic pourraient poser pour recueillir les informations dont ils ont besoin pour fournir des preuves à l'appui des réponses aux différentes questions de la matrice de diagnostic. Ces questions pourraient être complétées par des questions spécifiques au thème à l'étude selon l'appréciation de l'assistant de recherche.

#### Questions générales :

1. Le pays dispose-t-il de cadre légal et réglementaire spécifique qui régit la pratique de l'évaluation des politiques publiques ?

Non

2. Pouvez-vous décrire brièvement, d'où émane le besoin de mener des études et des missions d'évaluation dans le pays, tant sur le plan institutionnel, légal ou réglementaire, que du point de vue des acteurs directement concernés ?

Les études et missions d'évaluation font partie intégrante des mesures incluses systématiquement dans les documents des projets et programmes pendant leur conception. Elles sont planifiées en fonction des moments critiques de la mise en œuvre de ces politiques publiques.

3. Les documents de politique générale ou nationale qui existent dans le pays font presque tous référence au suivi et à l'évaluation des politiques et/ou programmes publics, quels sont les mécanismes de reddition de compte en place ? En quoi cela est-il différent des dispositifs et processus de suivi pour renseigner les indicateurs de mise en œuvre, et d'activités, ou des mécanismes de contrôle tels que l'audit ou l'inspection ?

Pour les mécanismes de reddition de compte en place, il n'y a que la cours de compte qui s'occupe que de la partie financière

4. Quelles sont les évaluations intéressantes qui ont eu lieu dans le pays ? Est-ce le fait de (i) la politique nationale d'évaluation, (ii) la coopération internationale, (iii) la société civile ou (iv) instituts de recherche et Universités ?

Dans le cadre du programme de coopération Tchad-Unicef, il y a eu plusieurs évaluations à savoir :

- 1) Evaluation de la réponse humanitaire dans le Programme de Coopération entre le Gouvernement du Tchad-UNICEF 2017-2021;
- 2) Evaluation de la réponse au mariage des enfants et aux mutilations génitales féminines au Tchad;
- 3) Evaluation de la composante de "L'Education Inclusive de Qualité" du Programme de Coopération entre le Gouvernement du Tchad-UNICEF 2017-2021;
- 4) Evaluation en Temps Réel (Real-Time Evaluation) de la Réponse COVID-19 au Tchad;
- 5) Evaluation du Programme/de la Stratégie de la Santé Communautaire au Tchad (évaluation multipays)

5. Jusqu'à quel niveau les agences nationales de statistiques sont-elles impliquées dans l'évaluations des politiques publiques ?

Aucune idée, Cependant, a travers les enquêtes ménages, ils mettent à la disposition des évaluations les données nécessaires (MICS, ECOSIT, EDS)

6. Les réseaux d'évaluation sont-ils considérés comme un maillon important du dispositif de SE des politiques publiques ?

Aucune idée.

7. Qui effectue les missions d'évaluation des politiques publiques dans le pays ? Existe-t-il d'institutions locales spécialement dédiées à l'évaluation, et qui effectuent les missions dans le pays ?

- Aucune idée. En principe, ça doit être la Direction de Suivi et evaluation des Programmes et Projets du MEPDCI qui est charge d'organiser les missions d'évaluation des politiques publiques dans le pays.
- Non. Il n'existe pas d'institutions locales spécialement dédiées à l'évaluation et qui effectuent les missions dans le pays.

8. Qu'en est-il de l'offre de formation en évaluation au niveau du pays ? Existe-t-il des écoles qui développent une formation spécialisée en évaluation ? Sur quoi portent les modules dispensés ?

Pas d'offres de formation en evaluation au niveau du pays ni d'écoles qui développent une formation spécialisée en évaluation.

9. Pensez-vous que l'existence d'un cadre institutionnel est-il un préalable à l'existence d'une culture d'évaluation au sens où on en parle souvent (*des pratiques établies, une bonne acceptation, une culture de la reddition et de la dissémination de l'information sur l'action publique*) ?

Oui.

10. Qu'est qui peut faire améliorer la pratique d'évaluation des politiques publiques au pays ?

L'engagement des hautes autorités (Présidence, Primature, Assemblée nationale)